

La polarisation de l'emploi au sein des ménages de 1975 à 2002

Claire Ravel *

De 1975 à 2002, la part des personnes de 15 à 59 ans ni étudiantes, ni retraitées, qui ont un emploi, a progressé de 2,4 points pour atteindre 78,6 %. Ce mouvement a été irrégulier et a suivi la conjoncture du chômage mais aussi la hausse régulière de l'activité féminine. Parallèlement, tout au long de cette période, l'emploi au sein des ménages s'est polarisé : il y a de plus en plus de ménages au sein desquels personne ou tout le monde travaille, tandis que le nombre de ménages où seules certaines personnes ont un emploi, diminue. Une première explication tient à l'évolution de la composition des ménages : en un quart de siècle, la part des ménages avec une seule personne susceptible de travailler a augmenté de 13 points. Mais, quelle que soit la composition du ménage, on assiste à cette polarisation. Par exemple, parmi les couples avec enfant(s), les parents qui travaillent tous les deux sont plus nombreux qu'en 1975, en lien avec l'arrivée de plus en plus de femmes sur le marché du travail.

Pour caractériser ce phénomène, Gregg et Wadsworth (1996, 2001, 2004) proposent de construire un indicateur de polarisation qui mesure l'écart entre une distribution aléatoire de l'emploi au sein des ménages et la distribution réelle. Cet article applique leur méthode aux données françaises. On constate ainsi que la polarisation de l'emploi parmi les ménages n'a cessé de progresser depuis 1975, quelle que soit la conjoncture de l'emploi. Même lorsque le taux de non-emploi individuel diminue (par exemple, dans la deuxième moitié des années 1980 ou entre 1997 et 2001), la polarisation augmente toujours. Les premières personnes à retrouver un emploi sont donc celles qui vivent dans un ménage où il y a déjà de l'emploi.

Des résultats similaires peuvent être observés dans la plupart des pays de l'OCDE : une hausse simultanée des ménages où tous les adultes travaillent et où aucun ne travaille.

** Au moment de la rédaction de cet article, Claire Ravel appartenait à la Division Études sociales de l'Insee. L'auteur tient à remercier les deux référés anonymes de la revue ainsi que Christel Colin pour l'aide précieuse qu'elle a apportée tout au long de la rédaction de cet article.*

Les évolutions des inégalités sociales en France dans différents domaines sont aujourd'hui au cœur du débat. En particulier, sur le marché du travail, se pose la question des indicateurs pertinents pour rendre compte des inégalités et des outils théoriques utilisés pour construire de tels indicateurs. Se pose également la question des facteurs susceptibles d'expliquer la persistance mais aussi la transformation des formes d'inégalité observées. D'un côté, les études sur la pauvreté ou sur les inégalités de revenus sont souvent réalisées au niveau des ménages. Tel est le cas d'Échevin et Parent (2002) qui montrent que les disparités de revenus salariaux se sont accentuées : les revenus salariaux des ménages se sont polarisés depuis 1979. À partir de travaux anglo-saxons, ils présentent deux indicateurs possibles de mesure de cette polarisation (Foster-Wolson, d'une part et Esteban-Ray d'autre part) tout en cherchant à tester leur portée explicative. Le principal phénomène explicatif à leurs yeux est la polarisation de l'emploi. L'emploi s'est concentré au sein de certains ménages : de plus en plus de ménages sont composés de personnes placées dans une situation identique face à l'emploi.

D'un autre côté, peu d'études françaises font le point sur les évolutions de l'emploi au niveau des ménages (1). Or, la situation d'un ménage dans son ensemble vis-à-vis de l'emploi est cruciale en matière de politique sociale. En effet, un ménage où personne ne travaille n'a pas de revenus d'activité et a une grande probabilité d'être dépendant du système de protection sociale pour subvenir à ses besoins. De même, il aura une plus forte probabilité d'être pauvre (Ravel, 2006). Dès lors que l'emploi au niveau du ménage n'est pas complètement corrélé avec celui au niveau individuel, les politiques visant à faire progresser l'emploi, qui s'attachent, dans de nombreux cas, aux individus, ne peuvent avoir qu'un impact partiel s'agissant de problématiques au niveau des ménages, comme les inégalités de revenu.

1975-2002 : l'activité au sein des ménages progresse, le chômage aussi

Au cours du dernier quart de siècle, la part des personnes âgées de 15 à 59 ans ayant un emploi parmi celles susceptibles de travailler (c'est-à-dire ni étudiantes, ni retraitées, cf. annexe 1) est passée de 76,2 % en 1975 à 78,6 % en 2002. La progression de ce taux d'emploi individuel a été marquée par deux faits majeurs : la participation de plus en plus grande des femmes au marché du travail l'influence positivement et la hausse du chômage, négativement (cf. graphique I). Ici, l'accent est mis sur l'emploi et sa répartition au sein des ménages ; aussi, chômage et inactivité, bien que de nature différente, sont regroupés sous le terme de « non-emploi ». Le taux d'emploi est, d'ailleurs, l'indicateur privilégié des instances européennes qui l'utilisent pour fixer leurs objectifs (cf. encadré 1).

Ne pas avoir d'emploi peut traduire en premier lieu le fait d'être au chômage. De 1975 à 1987, le chômage des personnes de 15 à 59 ans augmente fortement puis la tendance s'inverse jusqu'en 1991 (cf. graphique I et tableau 1). S'amorce ensuite une période de reprise de la hausse du chômage, suivie, à partir de 1994, de cinq ans de relative stabilité. De 1999 à 2001, le taux de chômage passe de 11,9 % à 8,9 % des actifs.

L'absence d'emploi peut résulter aussi du choix personnel, plus ou moins contraint suivant les situations, d'être inactif. Or, si le taux d'activité masculin a peu évolué entre 1975 et 2002 (il a décru de trois points), le taux d'activité des femmes a progressé fortement, passant de 61,2 % à 78,6 %. Sachant qu'en 2002, neuf femmes actives sur dix ont un emploi (2), cette modifica-

1. Les quelques études à ce sujet sur données françaises sont celles de Brunet et al. (2001), Murat et Roth (2001) et Ravel (2005).

2. En 1975, la proportion de femmes actives ayant un emploi était de 95 %.

Tableau 1
Évolution des principaux indicateurs d'emploi

		En %					
		1975	1987	1991	1994	1999	2002
Taux individuel	d'activité des femmes	61,2	71,0	73,6	76,5	78,5	78,6
	de chômage	3,8	10,9	9,2	12,6	11,9	9,0
	d'emploi	76,2	74,3	76,8	75,0	76,3	78,5
Proportion de ménages	sans emploi	6,3	11,3	11,0	12,5	13,1	12,2
	mixtes au sens de l'emploi	36,9	29,4	25,4	25,5	22,4	19,9
	entièrement au travail	56,8	59,3	63,6	62,0	64,5	67,8

Champ : ensemble des individus de 15 à 59 ans (hors étudiants et retraités) et ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).

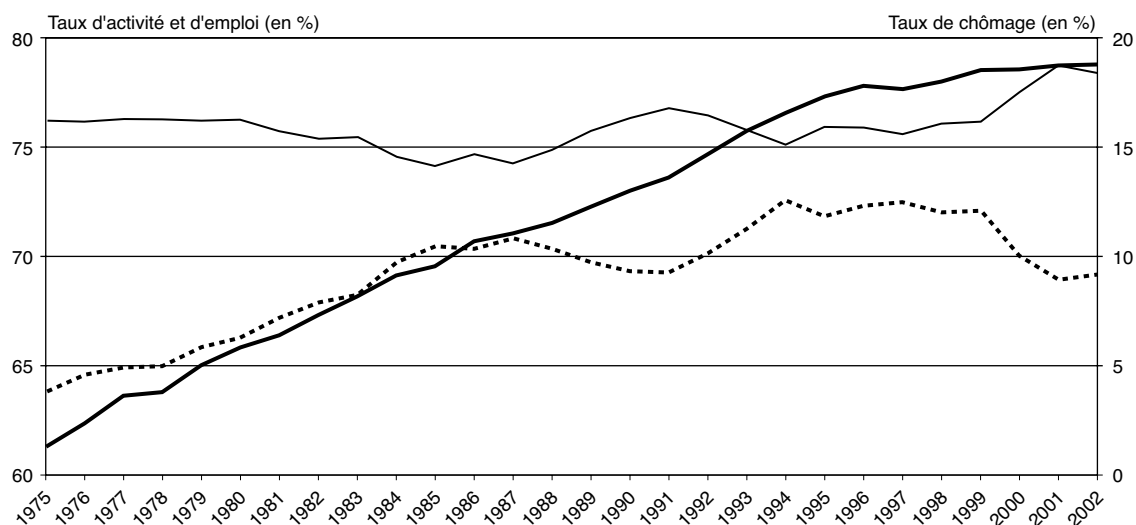
Source : enquêtes Emploi, Insee.

tion des comportements fait augmenter le taux d'emploi global.

De 1975 à 1980 cependant, le développement de l'activité féminine n'entraîne pas de hausse

du taux d'emploi puisque le taux de chômage augmente dans les mêmes proportions. Par la suite, l'activité féminine continuant d'augmenter régulièrement, cela atténue les effets de la hausse du chômage sur le taux d'emploi. En

Graphique I
L'emploi et ses principaux déterminants : le chômage et l'activité féminine



Échelle de gauche : ——— Taux d'emploi ——— Taux d'activité des femmes
Échelle de droite : Taux de chômage

Lecture : taux d'activité des femmes : nombre de femmes de 15 à 59 ans ayant un emploi ou au chômage, rapporté au nombre total de femmes du même âge ni étudiantes, ni retraitées. Taux de chômage : nombre de chômeurs de 15 à 59 ans, rapporté à l'ensemble de la population active du même âge (en emploi ou au chômage). Taux d'emploi : nombre de personnes de 15 à 59 ans ayant un emploi, rapporté à l'ensemble de la population du même âge ni étudiante ni retraitée.
Champ : ensemble des individus de 15 à 59 ans (hors étudiants et retraités).
Source : enquêtes Emploi, Insee.

Encadré 1

LE TAUX D'EMPLOI : UN INDICATEUR PRIVILÉGIÉ PAR LES INSTANCES INTERNATIONALES

La démarche européenne a modifié les problématiques en se référant au taux d'emploi, notion encore peu présente dans le débat français qui utilisait plutôt le taux de chômage et le taux d'activité. Ainsi, la référence au taux d'emploi est liée à une approche « active » des politiques de l'emploi et du marché du travail, qui incite à s'intéresser prioritairement à la participation effective sur le marché du travail.

Selon Salais et al. (2002), « depuis le sommet de Lisbonne (22-24 mars 2000), la maximisation du taux d'emploi est devenue le pivot des politiques européennes, non seulement en matière d'emploi et de marché du travail, mais aussi de retraites [...] Les Gopes [les Grandes orientations politiques européennes] ont fait du taux d'emploi un indicateur central ».

Pour les comparaisons internationales, le taux d'activité présente de plus l'inconvénient d'être très sensible aux politiques nationales aidant les personnes sans activité. On pourra citer, par exemple, les préretraites

en France ou en Allemagne, les pensions d'invalidité aux Pays-Bas ou encore les retraits « spontanés » d'activité au Royaume-Uni.

Le taux d'emploi paraît donc être un indicateur pertinent pour les comparaisons internationales. Il faut néanmoins modérer ce propos en rappelant que cet indicateur met en avant la *quantité d'emplois* et laisse de côté la *qualité de l'emploi*. Mais le consensus pour les indicateurs de qualité de l'emploi est beaucoup plus compliqué à obtenir au niveau international. S'agit-il de qualité au sens des conditions de travail (santé, sécurité, etc.) ? Doit-on mesurer des équivalents temps pleins pour prendre en compte l'impact des temps partiels ? Comment introduit-on la précarité des emplois (intérim, CDD, etc.) ? Doit-on parler du niveau de salaire des emplois pour prendre en compte la spécificité des bas salaires ? La multiplicité des indicateurs qui en résulte rend la lecture difficile, c'est pourquoi cet article s'en tient principalement à une analyse en terme de quantité d'emploi.

revanche, lorsque le chômage diminue à la fin des années 1980, la progression de l'activité féminine vient amplifier celle du taux d'emploi (cf. encadré 2). À partir de 1987, ce dernier est de plus en plus influencé par le taux de chômage et suit ses évolutions conjoncturelles.

1975-2002 : fort recul des ménages mixtes au sens de l'emploi

L'évolution de l'emploi à l'échelon du ménage est nettement moins conjoncturelle qu'au niveau individuel (Ravel, 2005). Depuis 1975,

Encadré 2

L'IMPACT DU DÉVELOPPEMENT DU TEMPS PARTIEL SUR LA POLARISATION

Le constat de polarisation de l'emploi peut cependant être nuancé si l'on tient compte de facteurs décrivant la qualité de l'emploi. En particulier, si l'on considère non plus l'emploi en tant que tel mais aussi sa durée, la progression des ménages où tout le monde travaille n'est plus aussi nette. La part des ménages où tout le monde travaille et est à temps plein n'a que faiblement progressé (+ 2,8 points en 27 ans). Ainsi entre 1975 et 2002, la progression des ménages dans lesquels toutes les personnes susceptibles de travailler ont un emploi est essentiellement due à celle des ménages où au moins une personne travaille à temps partiel (cf. graphique). Sur cette période, la progression est de 8,3 points soit les trois quarts de la hausse globale.

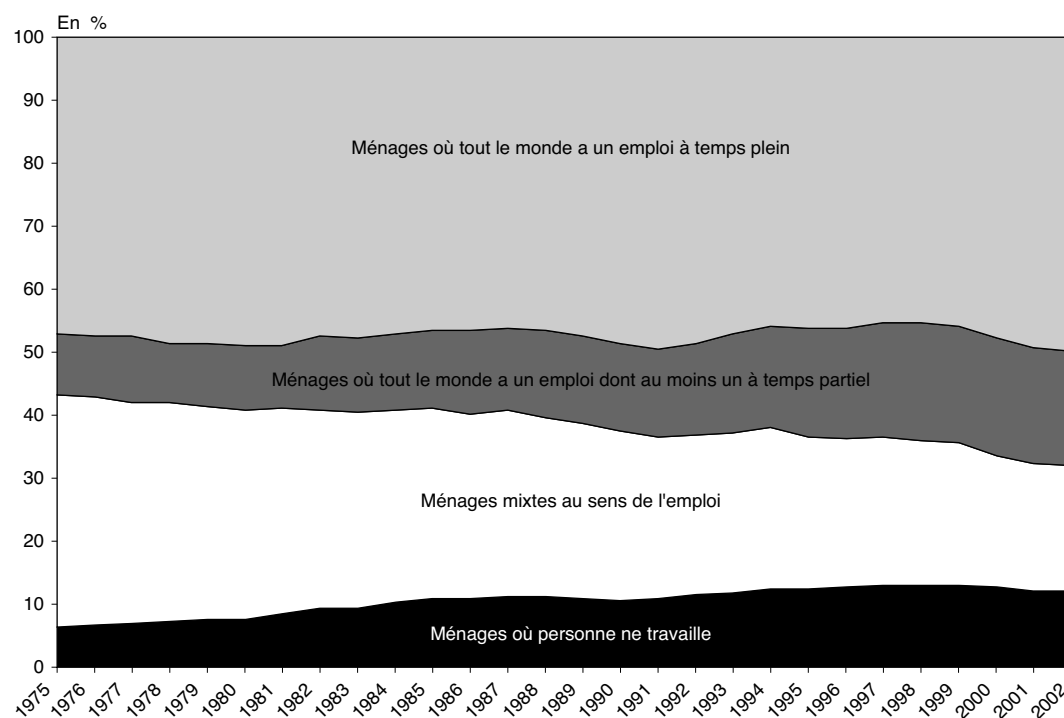
Afsa et Buffeteau (2005) font un constat équivalent

concernant l'évolution de l'activité des femmes : « Nous n'observons pas de tassement sensible dans la croissance du taux d'activité féminin. Le taux d'emploi (excluant les femmes en recherchant un) augmente toujours lui aussi, mais à un rythme moins soutenu depuis les générations 1950-1955. En revanche, si on prend en compte le temps partiel, alors l'activité féminine ne progresse plus : si les tendances récentes se poursuivent, la génération 1965-1970 connaîtra le même taux d'emploi (en équivalent temps plein) que la génération 1955-1960. »

Pour des raisons de continuité des définitions, seule la distinction temps plein/temps partiel a été analysée ici mais une analyse plus fine pourrait porter sur la durée de travail.

Graphique

Décomposition des ménages où tout le monde travaille selon le type d'emploi (temps partiel ou temps plein)



Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).
Source : enquêtes Emploi, Insee.

la proportion de ménages où toutes les personnes susceptibles de travailler ont un emploi progresse lentement mais avec constance, passant de 56,8 % à 67,8 % en 2002 (cf. graphique II et tableau 1). Dans le même temps, la proportion de ménages où personne ne travaille a presque doublé. Les ménages mixtes au sens de l'emploi, composés d'au moins un travailleur et d'inactifs ou de chômeurs sont donc, quant à eux, de moins en moins fréquents, ne serait-ce que parce qu'il y a de plus en plus de personnes vivant seules pour lesquelles la question de la mixité du point de vue de l'emploi est sans objet. Il se crée ainsi une polarisation de l'emploi.

Ce phénomène est lié d'une part à la polarisation de l'activité : les ménages mixtes en déclin correspondent à la situation traditionnelle du père au travail et de la mère au foyer. D'autre part, la montée du chômage sur longue période se traduit par une progression de la part des ménages où il n'y a que des chômeurs (0,9 % en 1975, 3,5 % en 2002), et donc de celle des ménages sans emploi. Si l'on observe l'évolution du chômage au sein des ménages actifs et non plus susceptibles de travailler, on observe une concentration du chômage encore plus marquée. Ainsi entre 1975 et 2002, la proportion de ménages où tous les actifs sont au chômage est passée de 1,6 % à 5,8 % (Ravel, 2006).

Plus de personnes vivant seules

L'évolution de l'emploi au sein des ménages dépend en partie de leur structure. Plus les ménages sont petits, plus la probabilité que les personnes susceptibles de travailler au sein du

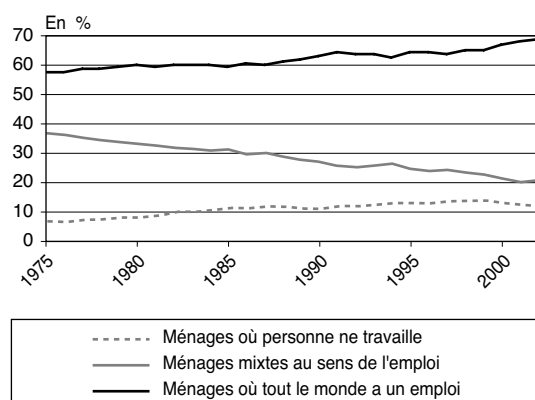
même ménage soient dans une situation identique face à l'emploi est importante.

Or, en un quart de siècle, le nombre de ménages avec au moins une personne de 15 à 59 ans, ni étudiante ni retraitée, est passé de 13,2 millions à 17,2 millions soit une augmentation de 30 %. Dans le même temps, la population vivant dans ces ménages a progressé également mais de seulement 6,3 %. Leur taille moyenne a donc diminué, passant de 3,35 personnes en 1975 à 2,74 en 2002, suivant en cela la tendance affectant l'ensemble de la population (3). Le nombre de personnes susceptibles de travailler dans ces ménages a évolué dans le même sens, passant de 1,97 personne en moyenne en 1975 à 1,74 en 2002. Ce mouvement global résulte d'évolutions différentes suivant les types de ménages.

En effet, entre 1975 et 2002, le nombre de personnes seules et de familles monoparentales a été multiplié par 2,5 alors que le nombre de couples sans enfant augmentait de 46 % (cf. graphique III). Les couples avec enfant(s) sont quant à eux aussi nombreux aujourd'hui qu'il y a 27 ans.

La baisse de la fécondité de 1980 à 1993 explique en partie que les familles (couples avec enfants ou familles monoparentales) soient proportionnellement moins fréquentes (61 % des ménages en 1975, 51 % en 2002). L'évolution des modes de cohabitation explique aussi ces évolutions. L'augmentation des ruptures d'union a entraîné une hausse du nombre de familles monoparentales et de personnes seules, d'autant plus que les divorcés (ou séparés) prennent plus le temps pour « refaire leur vie ». Enfin, lorsqu'ils quittent leurs parents, les jeunes restent plus souvent et plus longtemps célibataires avant de se mettre en couple que par le passé (Jacquot, 2002 ; Robert-Bobée, 2003 ; Prioux, 2005).

Graphique II
Répartition de l'emploi au sein des ménages



Lecture : en 1975, 6,3 % des ménages étaient sans emploi ; ils sont 12,2 % en 2002.

Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).

Source : enquêtes Emploi, Insee.

Les ménages susceptibles de travailler : de moins en moins de couples

La structure des ménages avec au moins une personne susceptible de travailler en a été profondément modifiée : la proportion de ménages avec une seule personne susceptible de travailler est passée de 24 % à 37 % (cf. tableau 2). Par définition, ce sont autant de ménages qui ne peuvent pas être mixtes en terme d'emploi. Ce mouvement résulte bien sûr de l'augmentation du nombre de personnes vivant seules. Cependant, d'autres facteurs entrent en jeu. Ainsi, une

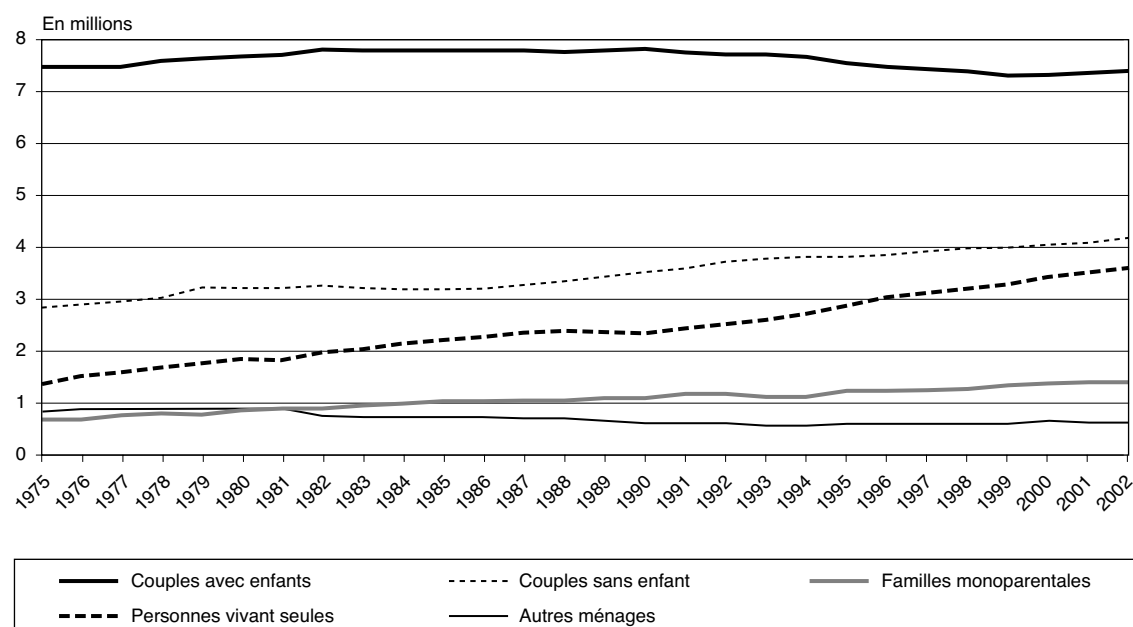
3. Sur l'ensemble de la population, la taille moyenne des ménages est passée de 2,88 personnes au recensement de 1975 à 2,40 à celui de 1999 (Christofari et Labarthe, 2001).

famille monoparentale sur deux comptait plus d'une personne susceptible de travailler il y a 25 ans tandis qu'aujourd'hui c'est une sur cinq. Les couples avec enfant(s) se composent aussi en moyenne de moins en moins de personnes susceptibles de travailler.

L'évolution de la taille des ménages n'explique pas toute la concentration de l'emploi

La polarisation de l'emploi observée sur l'ensemble de la population pourrait donc provenir de cette diminution du nombre de per-

Graphique III
Évolution du nombre de ménages par type



Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).
Source : enquêtes Emploi, Insee.

Tableau 2
Évolution de la composition des ménages selon le nombre de personnes susceptibles de travailler

En %

Type de ménage	Nombre de personnes susceptibles de travailler	1975	1980	1985	1990	1995	2002
Ensemble	1	23,6	26,3	29,4	30,6	34,3	36,8
	2	61,8	60,6	58,8	59,0	57,1	54,7
	3 et plus	14,6	13,1	11,8	10,4	8,6	8,5
		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Famille monoparentale	1	52,2	57,0	64,5	71,3	78,1	78,6
	2	31,4	30,2	24,7	19,7	17,6	17,1
	3 et plus	16,4	12,8	10,8	9,0	4,3	4,3
		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Couple sans enfant	1	26,1	27,3	29,1	27,7	27,8	25,1
	2	68,1	67,0	65,8	66,5	65,6	68,6
	3 et plus	5,8	5,6	5,1	5,8	6,6	6,3
		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Couple avec enfant(s)	1	2,8	2,3	2,8	3,3	3,2	3,0
	2	76,2	77,6	78,6	80,5	83,0	82,0
	3 et plus	21,0	20,1	18,6	16,2	13,8	14,9
		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).
Source : enquêtes Emploi, Insee.

sonnes susceptibles de travailler au sein des ménages.

Cependant, au sein des ménages ayant deux personnes susceptibles de travailler, on observe également une forte diminution de la part des ménages mixtes au sens de l'emploi, accompagnée d'une progression des ménages sans emploi et des ménages entièrement au travail (cf. tableau 3). Le même phénomène est observable pour les ménages de trois personnes ou plus susceptibles de travailler.

L'évolution de la taille des ménages n'explique donc pas à elle seule la polarisation de l'emploi.

De même, les changements de composition par type de ménage (famille monoparentale, couple, etc.) ne peuvent à eux seuls expliquer ce phénomène.

En effet, la déformation de la structure des ménages (cf. encadré 3) n'a qu'un impact modéré sur la part des ménages mixtes : cette dernière baisse entre 1975 et 2002 de 17 points, dont seulement quatre sont imputables à cette déformation (cf. graphique IV). Quelle que soit la composition du ménage, la part des ménages mixtes est en recul.

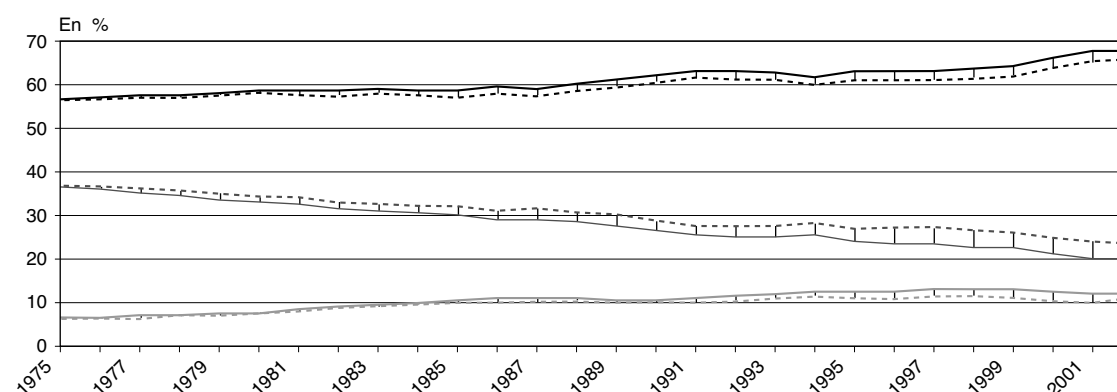
Tableau 3
Situation des ménages vis-à-vis de l'emploi selon le nombre de personnes susceptibles de travailler

En %

Ménages	Nombre de personnes susceptibles de travailler							
	Une		Deux			Trois		
	Sans emploi	Au travail	Sans emploi	Mixtes	Entièrement au travail	Sans emploi	Mixtes	Entièrement au travail
1975	21,9	78,1	1,9	45,9	52,2	0,7	62,3	37,1
1987	26,7	73,3	4,9	38,3	56,8	3,3	62,2	34,5
1991	25,4	74,6	4,4	34,1	61,5	3,2	57,7	39,1
1994	27,0	73,0	5,4	34,7	59,9	4,7	60,6	34,7
1999	27,1	72,9	5,4	31,8	62,8	4,2	55,3	40,4
2002	25,0	75,0	4,9	28,6	66,4	3,7	50,4	45,9

Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).
Source : enquêtes Emploi, Insee.

Graphique IV
Répartition de l'emploi au sein des ménages et effet dû à la déformation de la structure des ménages



Ménages sans emploi :	----- Évolution à structure constante	——— Évolution réelle
Ménages mixtes :	----- Évolution à structure constante	——— Évolution réelle
Ménages entièrement au travail :	----- Évolution à structure constante	——— Évolution réelle

Lecture : en 1975, 6,3 % des ménages étaient sans emploi ; ils sont 12,2 % en 2002. Cette progression est pour partie due à l'évolution de la structure des ménages. Si cette dernière n'avait pas bougé depuis 1975, seuls 10,4 % des ménages seraient sans emploi en 2002.

Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).
Source : enquêtes Emploi, Insee.

En 2002, une famille monoparentale sur quatre est sans emploi

Ainsi, au sein des familles monoparentales, la proportion de ménages sans emploi a fortement progressé (9,6 % à 25,8 %) tandis que celle des ménages mixtes a diminué de 1975 à 2002 (19,3 % à 7,9 %). Les familles monoparentales sont des ménages mixtes dans deux situations qui, néanmoins, se font de plus en plus rares : un ou plusieurs enfants de plus de 15 ans sont susceptibles de travailler ou bien il y a cohabitation avec d'autres adultes (cf. annexe 1). Dans le premier cas, un jeune sans emploi avec l'un de ses parents qui travaille constitue probablement une famille monoparentale parce qu'elle est mixte. Si les deux travaillent, le jeune adulte a de fortes chances de s'installer dans son propre logement, la famille monoparentale se scindant alors en deux ménages.

En 1975, une famille monoparentale sur deux (47,8 %) comptait au moins deux personnes susceptibles de travailler dans le ménage alors que depuis le milieu des années 1990, ce n'est plus le cas que d'une sur cinq (21,4 % en 2002).

Le taux d'emploi des familles monoparentales diminue significativement à partir de trois enfants à charge et quel que soit le nombre d'enfants, il est inférieur à celui des personnes vivant seules. Comme pour les couples avec enfant(s), plus l'enfant est jeune et moins l'emploi est fréquent. Mais ce phénomène est relativement récent. En effet, en 1975, quel que soit l'âge de l'enfant, seuls 9,6 % des ménages monoparentaux étaient sans emploi (25,8 % en 2002) ; aujourd'hui si le plus jeune des enfants a moins de trois ans, ce sont 59,1 % des familles

monoparentales qui sont sans emploi (12,9 % en 1975) et 36,8 % quand le plus jeune des enfants a entre trois et cinq ans (8,9 % en 1975). En 2002, les parents isolés vivant avec un enfant de moins de trois ans ou avec trois enfants ou plus sont plus souvent sans emploi qu'avec un travail.

Forte polarisation de l'emploi au sein des couples avec enfant(s)

À des degrés divers, on observe pour chaque type de ménage cette polarisation de l'emploi.

En 2002, près de 80 % des personnes vivant seules ont un emploi, soit dix points de moins qu'un quart de siècle plus tôt. L'absence d'emploi devient plus fréquente, principalement à cause de la forte hausse du chômage (3,7 % en 1975, 14,1 % en 1997 et 10,6 % en 2002) mais aussi de la part des personnes seules inactives qui passe de 6,5 à 9,4 %.

Au sein des couples sans enfant, la part des couples où chacun travaille progresse légèrement au détriment des ménages mixtes au sens de l'emploi.

Les évolutions sont en revanche plus accentuées pour les couples avec enfant(s). C'est pour eux que la proportion de ménages mixtes au sens de l'emploi diminue le plus (elle est presque divisée par deux), tandis que la part des ménages entièrement au travail passe de 45 % à 63 % (cf. graphique V). Cette diminution de 20 points au total a été forte et quasi continue jusqu'en 1990 (environ - 0,9 point par an), très ralentie jusqu'en 1999 avant de reprendre depuis. Au-

Encadré 3

CALCUL DES ÉVOLUTIONS À STRUCTURE CONSTANTE

L'évolution de l'emploi au niveau des ménages dépend à la fois de la conjoncture de l'emploi et de l'évolution de facteurs socio-démographiques tels que la taille des ménages ou encore leur niveau de diplôme. Pour connaître l'influence respective de chaque facteur, on peut raisonner « à structure constante », c'est-à-dire en éliminant les effets de l'évolution du facteur dont on cherche à mesurer l'impact. Par exemple, l'effet de « structure des ménages » mesure l'impact sur la variation de l'emploi des modifications de la répartition de la population au sein des différents types de ménage. Concrètement, l'évolution de l'emploi à structure constante des ménages est calculée en

figeant la structure par type de ménage telle qu'elle était en 1975. Le taux de non-emploi de l'année n se calcule donc ainsi :

$$t'_n = \sum_j p_{j,75} * t_{j,n} \text{ où } j \text{ est le type de ménage, } p_{j,n} \text{ le}$$

poids de ce type de ménage l'année n et $t_{j,n}$ le taux de non-emploi de ce type de ménage l'année n .

L'impact de la structure des ménages entre 1975 et l'année n sera alors égale à :

$$\Delta t - \Delta t' = \sum_j (p_{j,n} - p_{j,75}) * t_{j,n}$$

delà de cette tendance générale à la polarisation, d'autres phénomènes expliquent qu'il n'y ait qu'un emploi au sein d'un couple. Ainsi, la présence d'un enfant jeune (de moins de trois ans) augmente sensiblement la proportion de ménages où l'un travaille et l'autre pas. De même, plus il y a d'enfants, plus il est probable qu'un des deux adultes ne travaille pas. Pour les couples avec un enfant de moins de trois ans et/ou trois enfants ou plus, on constate également une hausse sensible des couples sans emploi (4).

La concentration de l'emploi, particulièrement marquée pour les couples avec enfant(s), contribue pour une bonne part à la polarisation globale de l'emploi au cours du dernier quart de siècle.

La femme au foyer : une situation de moins en moins fréquente

Cette diminution des ménages mixtes est essentiellement liée au recul progressif des situations où la femme ne travaille pas pour s'occuper de ses enfants, comme le soulignent Djider et Lefranc (1995). Son arrivée sur le marché du travail a été favorisée par son niveau de qualification supérieur à celui de ses aînées. Dans le

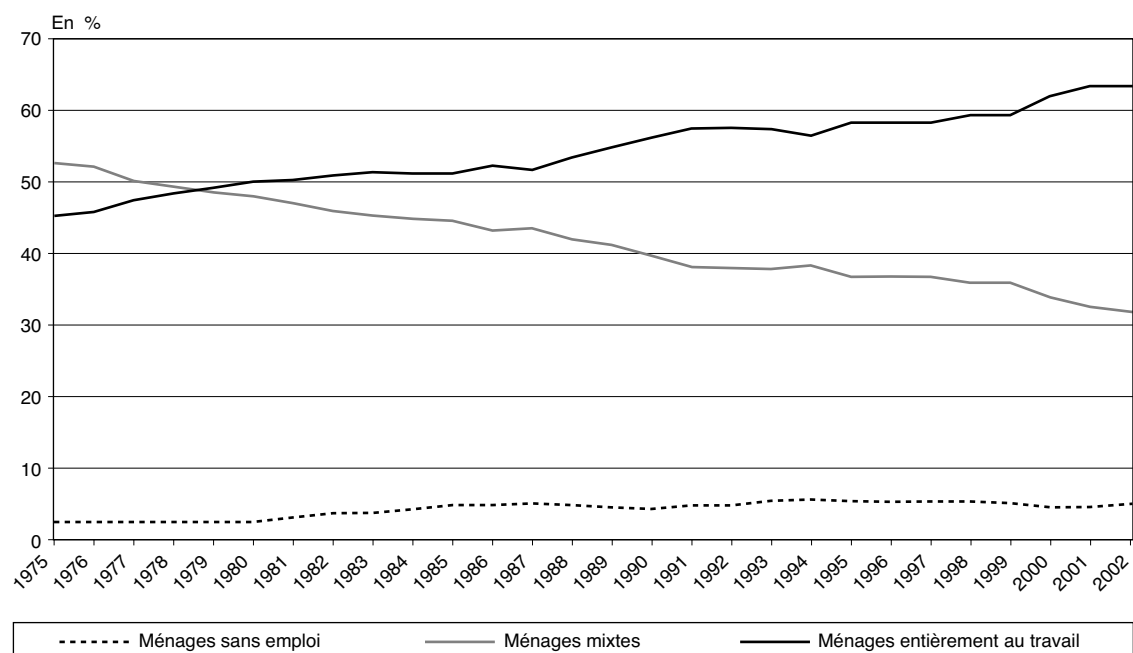
même temps, les causes de la mixité au sens de l'emploi évoluent.

En 1975, pour 98 % des couples mixtes au sens de l'emploi avec enfant(s) ayant deux individus susceptibles d'être en emploi, c'est la femme qui ne travaille pas (cf. graphique VI). Cette part diminue tout au long du dernier quart de siècle et atteint 88 % en 2002. Dans les années 1970, 95 % de ces femmes sans travail étaient inactives et 5 % chômeuses ; en 2002, 21 % d'entre elles sont au chômage. Mais lorsque c'est l'homme qui ne travaille pas, il est au chômage plus d'une fois sur deux.

En 1975, l'absence d'emploi dans les ménages mixtes ne provenait que dans 6 % des cas du chômage. Cette proportion augmente progressivement jusqu'en 1987 pour atteindre 22 %, et reste stable jusqu'en 1991. Les trois années suivantes voient une progression très forte et en 1994, un tiers des ménages mixtes au sens de l'emploi l'étaient pour cause de chômage. Depuis, le chômage est moins souvent à l'ori-

4. Pour ces couples le taux de ménages sans emploi passe de 2,2 % en 1975 à 6,8 % en 2002 soit une hausse de 4,6 points, tandis que pour les autres couples la hausse n'est que de 1,2 point pour atteindre 4,1 % en 2002.

Graphique V
Répartition de l'emploi parmi les couples avec enfant(s)



Lecture : en 2002, parmi les couples avec enfant(s), 4,9 % sont sans emploi, tout le monde travaille dans 63,0 % de ces ménages et 32,1 % sont mixtes.
Champ : ensemble des couples avec enfant(s) ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).
Source : enquêtes Emploi, Insee.

gine de l'absence d'emploi. Ceci est probablement lié à l'extension, en juillet 1994, de l'allocation parentale d'éducation (APE) aux parents de deux enfants qui a fait fortement baisser le taux d'activité des femmes pouvant percevoir cette prestation. Afssa (1998) estime autour de 200 000 à 250 000 le nombre de mères qui, après avoir donné naissance à leur deuxième enfant, se sont retirées du marché du travail et qui seraient probablement restées actives (actives occupées ou à la recherche d'un emploi) si l'APE n'avait pas été étendue aux familles de deux enfants. D'après Piketty (2005), sans l'extension de l'APE, de 110 000 à 150 000 personnes auraient été actives (occupées ou au chômage) au lieu d'être inactives en 2001. Même si cet article récent revoit le chiffre à la baisse, ces études montrent bien l'impact de la réforme de 1994 de l'APE. En 2002, 1,24 million de femmes inactives vivent au sein de couples mixtes au sens de l'emploi avec un(des) enfant(s). Si 100 000 d'entre elles avaient un emploi, on aurait alors seulement 30,8 % de couples avec enfant(s) mixtes en 2002 au lieu de 32,1 %.

Aujourd'hui, sept fois sur dix, un couple est mixte au sens de l'emploi en raison de l'inactivité de la femme. Ainsi, en 27 ans, une situation

où la mixité était majoritairement choisie a fait place à une situation nettement plus contrainte par le chômage. En effet, celui-ci est à l'origine de la mixité au sens de l'emploi d'un peu plus d'un quart des couples.

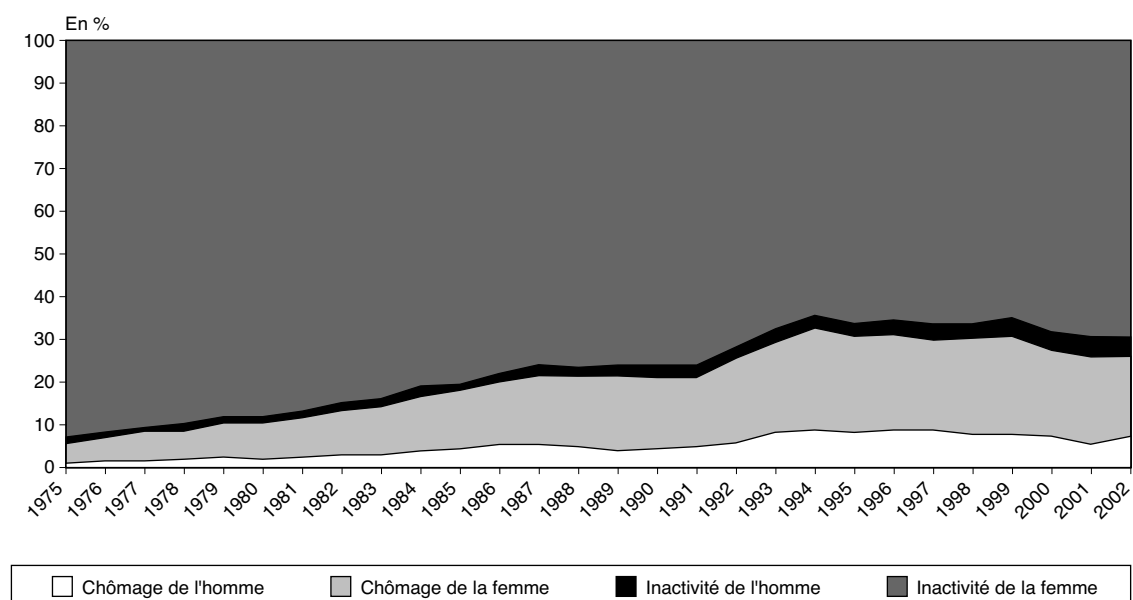
Plus de diplômés, plus de ménages au travail.

De nombreux facteurs socio-économiques peuvent influencer le taux d'emploi des ménages. Comme pour le chômage individuel, le niveau de qualification et l'âge en sont des déterminants essentiels.

La propension à l'inactivité et au chômage est significativement plus élevée pour les ménages

5. La prise en compte du seul diplôme de la personne de référence reflète pour une bonne part le niveau d'études des deux conjoints. En effet, dans plus d'un couple sur deux, les deux conjoints ont le même niveau d'études selon Vanderschelden (2007). De plus, la proportion de couples homogames en termes de niveau d'études est moins élevée pour les unions récentes (54 % pour celles de la fin des années 1990) que pour les unions formées dans les années 1950 (64 %). Cette évolution résulte pour une grande part de l'élévation du niveau d'études, mais indépendamment de cet effet, la tendance à l'homogamie s'est également affaiblie. La progression de la polarisation de l'emploi ne peut donc s'expliquer par une plus grande proximité des couples en termes de niveau d'études.

Graphique VI
Pourquoi un seul emploi au sein des couples mixtes avec enfant(s) ? De moins en moins de femmes au foyer



Lecture : en 1975, parmi les couples mixtes au sens de l'emploi avec enfants, 93,4 % des femmes étaient inactives contre 69,6 % en 2002.
Champ : ensemble des couples mixtes avec enfant(s) ayant deux individus de 15 à 59 ans (ni étudiants, ni retraités).
Source : enquêtes Emploi, Insee.

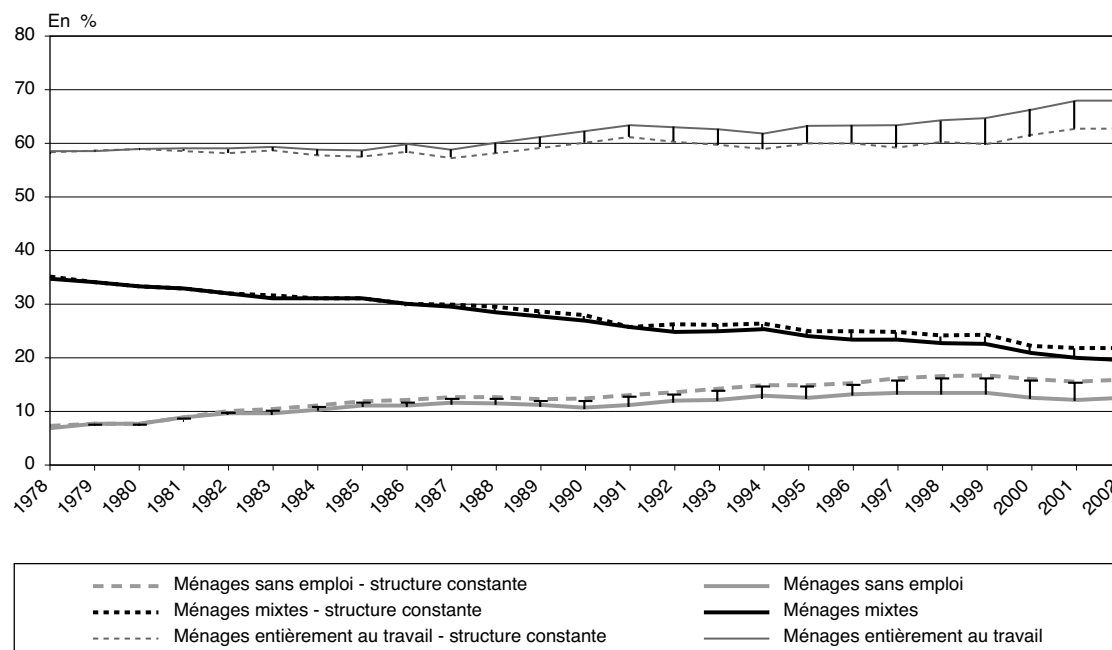
dont la personne de référence (5) est peu diplômée que pour les plus qualifiés, et augmente au fil du temps. Ainsi sur la période 1978-2002, la part des ménages sans emploi parmi ceux dont la personne de référence est sans diplôme passe de 9,1 % à 20,4 % ; ces derniers sont en effet très fragiles face à une conjoncture de l'emploi défavorable et bénéficient peu des reprises. En revanche, lorsque la personne de référence est au moins diplômée du baccalauréat, la part des ménages sans emploi reste faible même si elle progresse (de 4,5 % à 7,1 %). Or, le renouvellement des générations augmente progressivement le niveau de diplôme : les jeunes sortants du système éducatif ont un niveau de qualification supérieur à celui de leurs aînés. En 1978, 61,9 % des ménages étaient au plus titulaires d'un BEPC, en 2002, cette part n'est plus que de 33,7 % (soit une baisse régulière d'en moyenne 1,1 point par an). Si la structure par diplôme n'avait pas évolué depuis 1978, l'emploi serait moins fréquent (cf. graphique VII). L'augmentation des qualifications participe ainsi pour 4,5 points à la progression de la part des ménages où chacun a un emploi, progression qui est au total de 9,8 points entre 1978 et 2002.

Néanmoins si la structure par diplôme n'avait pas évolué, on observerait également une polarisation de l'emploi : il y a de plus en plus de ménages où tous les membres travaillent et de ménages où personne n'a d'emploi tandis que la part des ménages mixtes au sens de l'emploi baisse.

La structure par âge se déforme sans modifier la répartition de l'emploi

L'âge moyen de la personne de référence des ménages ayant au moins une personne susceptible de travailler a diminué jusqu'au milieu des années 1980 puis augmenté jusqu'en 2002. Il passe ainsi de 43 ans en 1975 à 43,5 ans en 2002. Ce constat global est le produit de différents phénomènes se compensant pour partie. Ainsi la proportion de ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans diminue de façon continue sur toute la période et passe de 20,1 % à 12,7 %. Une première explication est l'allongement de la durée des études : la génération de 1945 (qui avait 30 ans en 1975) a fini en moyenne ses études vers 17 ans tandis que celle de 1972 les a finies un peu après

Graphique VII
Effet dû à la déformation de la structure des niveaux de diplômes



Lecture : en 1978, 7,1 % des ménages étaient sans emploi ; ils sont 12,2 % en 2002. Cette progression est pour partie due à l'évolution de la structure des niveaux de diplômes. Si cette dernière n'avait pas changé depuis 1978, 15,7 % des ménages seraient sans emploi en 2002.

Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 9 ans (ni étudiant, ni retraité).

Source : enquêtes Emploi, Insee.

20 ans (Robert-Bobée, 2003). Plusieurs facteurs se combinent alors : les jeunes quittent plus tard le domicile familial et ne forment donc un nouveau ménage (même seul) que plus tard ; d'autre part, tant qu'ils sont étudiants, les jeunes ne font pas partie de la population susceptible de travailler donc même s'ils ont décohabité pendant leurs études, ils ne font pas partie du champ considéré ici.

De l'autre côté, les générations du baby-boom, plus nombreuses, vieillissent : en 1975, ces générations nées après guerre entraient dans la vie active et donc le champ de notre étude. En 2002, les premiers « baby-boomers » sont à la veille de prendre leur retraite. À partir du milieu des années 1980, ils font ainsi augmenter la proportion des ménages dont la personne de référence a plus de 40 ans.

Néanmoins, quel que soit l'âge de la personne de référence du ménage, on constate une même évolution : la proportion de ménages sans emploi augmente de sept à neuf points, celle des ménages mixtes au sens de l'emploi diminue de seize à vingt-quatre points et les ménages où tout le monde travaille progresse de sept à dix-neuf points.

L'évolution de l'âge de la population n'a qu'un impact très limité sur l'évolution de la répartition de l'emploi au sein des ménages. Si la structure par âge n'avait pas évolué depuis 1975, la part des ménages sans emploi serait supérieure d'un point, soit de 13,3 % au lieu de 12,2 %. Cet effet de l'âge sur les ménages sans emploi est entièrement compensé par un effet inverse sur la part des ménages mixtes au sens de l'emploi dont la baisse aurait été de moindre ampleur. Ainsi, l'évolution de la structure par âge n'a aucun impact sur la proportion de ménages où toutes les personnes susceptibles de travailler ont un emploi.

La polarisation en France

Si l'emploi au sein des ménages évolue différemment de ce que l'on peut constater au niveau individuel, une mesure de l'emploi au niveau des ménages peut ajouter une perspective supplémentaire sur le fonctionnement du marché du travail. L'indicateur de polarisation de Gregg et Wadsworth (2001) propose de comparer une distribution aléatoire de l'emploi au sein des ménages à la distribution réelle (6). Il permet d'évaluer dans quelle mesure au sein d'un ménage les situations de ses différents

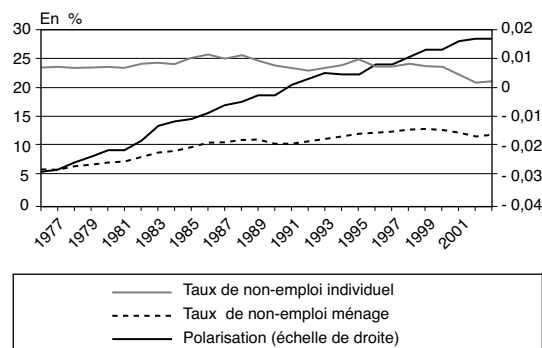
membres vis-à-vis de l'emploi sont liés. En appliquant cet indicateur de polarisation aux données françaises (cf. encadré 4 et annexe 2), on constate que la polarisation de l'emploi au sein des ménages n'a cessé de progresser depuis 1975 indépendamment de la conjoncture de l'emploi. Lorsque le taux de non-emploi individuel diminue (deuxième moitié des années 1980 et entre 1997 et 2001), on constate que la polarisation augmente toujours (cf. graphique VIII). Les premières personnes à retrouver un emploi sont donc celles qui vivent dans un ménage où il y a déjà de l'emploi.

Jusqu'au milieu des années 1990, l'indicateur est négatif : l'emploi est bien réparti au sein des ménages et le modèle du couple dans lequel une seule personne travaille est dominant. Aujourd'hui, la polarisation est positive : le non-emploi se concentre sur certains ménages (cf. annexe 2).

Mais la progression de la polarisation de l'emploi n'est pas uniforme quel que soit le type de ménages (cf. graphique IX). Les couples, avec ou sans enfants, n'ont vu leur polarisation que modérément augmenter. Pour les couples avec enfants, la progression a été continue et indépendante de la conjoncture de l'emploi. Cette évolution est à rapprocher de la progression de l'activité féminine. L'emploi au milieu des années 1970 y était plus dispersé du fait d'une

6. Leurs travaux, publiés en 1996, 2001 et 2004, s'appuient essentiellement sur des données issues de la « Labor force survey » réalisée au Royaume-Uni. Néanmoins, Gregg, Scutella et Wadsworth (2002) ont également appliqué leurs travaux aux données américaines, allemandes, espagnoles et australiennes.

Graphique VIII
Un indicateur de polarisation en progression constante



Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).
Source : enquêtes Emploi, Insee.

part plus importante de femmes inactives. L'indicateur de polarisation était négatif tandis qu'il est proche de zéro aujourd'hui.

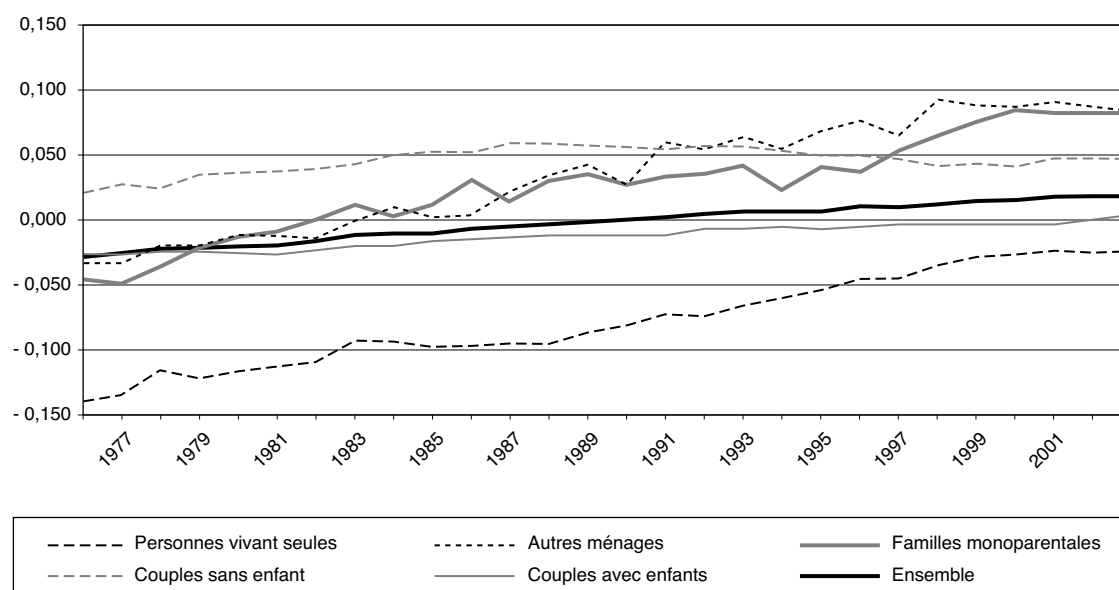
En revanche, les personnes vivant seules et les familles monoparentales connaissent une forte progression de leur polarisation.

A priori, un ménage avec une seule personne susceptible de travailler (personnes vivant seules ou la plupart des familles monoparentales) devrait avoir un taux de non-emploi égal au taux de non-emploi individuel et donc une polarisation nulle. Or, pour les familles monoparentales, on constate, en particulier, une polarisation aujourd'hui fortement positive alors qu'elle était négative en 1975, signe d'un éloignement à l'emploi de plus en plus important pour ces ménages. Ainsi, les familles monoparentales ont un taux d'emploi nettement inférieur au taux individuel général et elles ont vu cette situation se dégrader fortement sur les 30 dernières années. En revanche, les personnes seules ont, quant à elles, un indicateur de polarisation qui reste négatif, c'est-à-dire que leur taux d'emploi est supérieur au taux d'emploi individuel sur l'ensemble de la population.

Comme le taux de non-emploi individuel considéré est relatif à l'ensemble de la population, on peut supposer que l'augmentation de la polarisa-

tion provient pour partie de la modification des caractéristiques sociales, comme le diplôme. Par exemple, si les familles monoparentales étaient relativement moins diplômées que le niveau général de la population et que ce phénomène allait en s'accroissant, ceci pourrait expliquer qu'elles soient de plus en plus éloignées de l'emploi. Pour chiffrer de tels effets, il serait nécessaire d'entreprendre des travaux supplémentaires. Cependant, les premières analyses réalisées montrent que ce type d'évolution n'explique que faiblement la polarisation de l'emploi de ces ménages. Dès lors, on peut supposer que d'autres paramètres, inobservés dans les données disponibles, interviennent également. On peut ainsi citer par exemple l'impact du manque de réseaux chez les familles monoparentales (qui faciliteraient la recherche d'emploi de par les contacts qu'ils apportent avec le monde du travail et donc avec les éventuels employeurs) ; ou encore l'effet des aides sociales, qui pourraient conduire certains bénéficiaires à ne plus chercher d'emploi. Néanmoins, suivant les allocations, l'existence de « trappe » à chômage ou inactivité est plus ou moins contestée. D'un côté, Piketty (2005) démontre clairement l'effet de l'APE qui a incité certaines catégories de femmes à l'inactivité. Laroque et Salanié (1999) estiment également que « *l'incitation financière à reprendre un emploi salarié payé au Smic est faible pour une bonne partie des chômeurs et*

Graphique IX
Polarisation par type de ménages



Lecture : la courbe de polarisation générale est représentée par l'ensemble des ménages. Les autres courbes correspondent à sa décomposition suivant les différents types de ménages. La polarisation totale correspond à la somme pondérée des différentes courbes.

Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).

Source : enquêtes Emploi, Insee.

des inactifs ». De l'autre, l'absence d'incitation financière ne crée pas forcément de « trappe » à chômage : dans le cas des allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI), Guillemot *et al.* (2002) montrent qu'« un tiers de ceux qui retrouvent un emploi n'y trouve aucun gain financier significatif ».

Structure des ménages et polarisation se combinent pour augmenter le non-emploi des ménages

En utilisant la décomposition de Shapley (cf. encadré 4), on peut analyser les composantes de l'évolution du non-emploi des ménages

Encadré 4

UN INDICATEUR POUR MESURER LA POLARISATION

L'indicateur de polarisation de Gregg et Wadsworth (2001) propose de comparer une distribution aléatoire de l'emploi au sein des ménages à la distribution réelle. L'observation sociologique des ménages permet de supposer qu'au sein d'un ménage l'emploi d'un individu est conditionné par la situation vis-à-vis de l'emploi des autres individus. L'indicateur présenté ici permet de mesurer cette dépendance.

On définit le taux de non-emploi des ménages par :

$$C = (\text{nombre de ménages où personne ne travaille}) / (\text{nombre de ménages total})$$

Il s'agit de la part des ménages dans lesquels aucune personne susceptible de travailler n'a d'emploi.

Ce taux peut se décomposer selon le type de ménage i considéré :

$$C = \sum_i p_i c_i \text{ où } i \text{ est le type de ménage, } p_i \text{ le poids de ces ménages et } c_i \text{ le taux de non-emploi de ces ménages.}$$

Pour comparer ce taux de non-emploi des ménages au taux individuel, on utilise un taux de non-emploi des ménages calculé avec une distribution aléatoire de l'emploi dans les ménages. Ainsi, quel que soit le type de ménage auquel il appartient, un individu a la probabilité n d'être sans emploi, où n est le taux de non-emploi individuel.

Donc, si le non-emploi était distribué de manière aléatoire au sein des ménages, un ménage avec une seule personne susceptible de travailler aurait la probabilité n d'être sans emploi, un ménage avec deux personnes susceptibles de travailler la probabilité n^2 , etc.

Soit :

$$\Pr(\text{non-emploi} / 1\text{pst}) = n, \Pr(\text{non-emploi} / 2\text{pst}) = n * n, \Pr(\text{non-emploi} / 3\text{pst}) = n * n * n, \dots$$

où pst = personne susceptible de travailler

Si le type de ménage est défini par le nombre de personnes susceptibles de travailler en son sein, le taux de non-emploi théorique est alors :

$$C = \sum_i p_i c_i \text{ où } i \text{ est le nombre de personnes susceptibles de travailler du ménage, } p_i \text{ le poids de ces ménages et } n \text{ le taux de non-emploi individuel.}$$

La mesure de la polarisation sera alors l'écart entre le taux réel de non-emploi des ménages et le taux théorique de non-emploi.

$$P = C - \hat{C} = \sum_i p_i c_i - \sum_i p_i n^i = \sum_i p_i (c_i - n^i) \text{ où } c_i \text{ est le taux de non-emploi des ménages de type } i.$$

P donne l'écart entre le taux de non-emploi individuel et celui des ménages. Ainsi, plus l'indicateur de polarisation est élevé, plus l'emploi est distribué inégalement entre les ménages. Un taux égal à zéro correspond à une distribution aléatoire de l'emploi selon le type de ménage. Enfin, un taux négatif signifie qu'il y a moins de ménages sans emploi que ce qu'une distribution aléatoire de l'emploi « produirait ».

La décomposition de Shapley

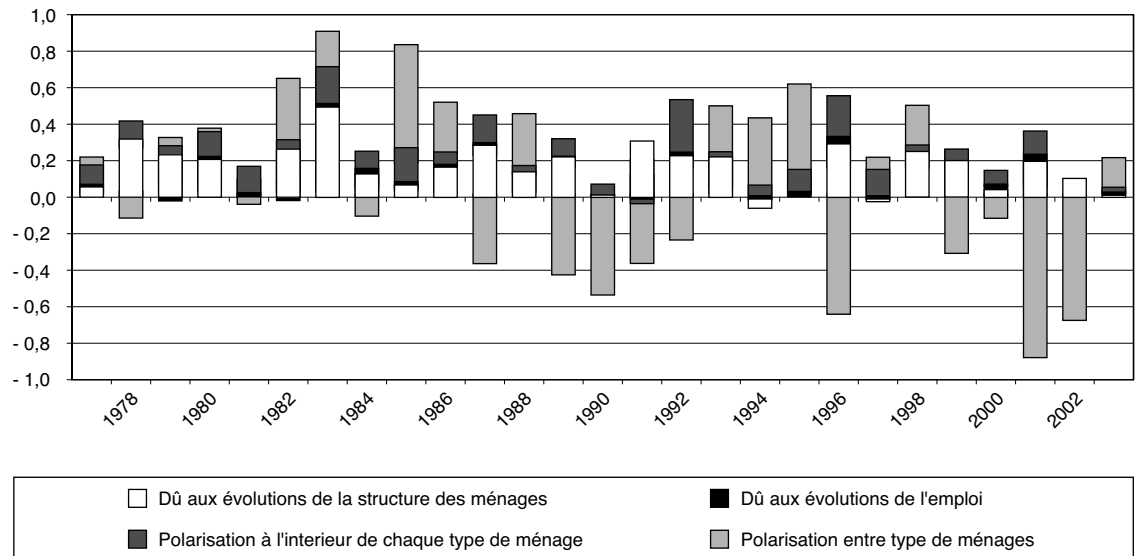
Pour mieux comprendre l'origine de la polarisation, une première approche consiste à l'analyser sur différentes sous-populations en suivant, par exemple, la typologie des ménages (personnes seules, familles monoparentales, etc.).

Une autre approche proposée par Gregg et Wadsworth cherche à décomposer les sources de l'évolution du non-emploi. Pour cela ils appliquent la décomposition de Shapley (Shorrocks, 1999).

en France. On observe ainsi la part respective de la conjoncture de l'emploi au niveau individuel, de la déformation de la structure des ménages selon le nombre de personnes susceptibles de travailler en leur sein et du facteur résiduel inexplicé (la polarisation).

Cette décomposition montre sans surprise que le premier moteur de l'évolution de l'emploi au niveau des ménages est le taux d'emploi au niveau individuel (cf. graphique X). Ce facteur joue en faveur d'une hausse du non-emploi des ménages ou d'une baisse en fonction de la conjoncture.

Graphique X
Décomposition de l'évolution du taux de non-emploi des ménages



Lecture : entre 2001 et 2002, le taux de non-emploi des ménages a augmenté de 0,22 points dont 0,16 dû à l'évolution de l'emploi individuel, 0,03 dû à l'évolution de la structure des ménages, 0,01 à la polarisation entre type de ménages et 0,02 à la polarisation à l'intérieur de chaque type de ménages.

Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).

Source : enquêtes Emploi, Insee.

Encadré 4 (suite)

L'évolution du non-emploi entre deux périodes (0 et 1) peut s'écrire ainsi :

$$\begin{aligned} \Delta C &= \Delta \hat{C} + \Delta(C - \hat{C}) = \Delta \hat{C} + \Delta P \\ &= \sum_i \Delta p_i n^i + \sum_i \Delta p_i (c_i - n^i) \\ &= \sum_i \Delta p_i * \bar{n}^i + \sum_i \Delta n^i * \bar{p}_i + \sum_i \Delta p_i * \overline{(c_i - n^i)} + \sum_i \Delta(c_i - n^i) * \bar{p}_i \end{aligned}$$

Soit :

$$\begin{aligned} \Delta C &= \sum_i \Delta p_i * (0.5n^{i0} + 0.5n^{i1}) + \sum_i \Delta n^i * (0.5p_i^0 + 0.5p_i^1) + \\ &\sum_i \Delta p_i * [0.5(c_i - n^i)^0 + 0.5(c_i - n^i)^1] + \sum_i \Delta(c_i - n^i) * (0.5p_i^0 + 0.5p_i^1) \end{aligned}$$

La formule ainsi décomposée permet de séparer les effets dus à l'évolution de la structure des ménages (1^{er} terme), à l'évolution du non-emploi individuel (2^{ème} terme) et un effet résiduel, la polarisation, ici séparée entre polarisation entre chaque type de ménages (inter-groupe, 3^{ème} terme) et polarisation au sein de chaque type de ménages (intra-groupe, 4^{ème} terme). Comme précédemment pour l'indicateur de Gregg et Wadsworth, on définit le type de ménage en fonction de sa taille, c'est-à-dire du nombre de personnes susceptibles de travailler en son sein.

En revanche, depuis 1975, l'évolution de la structure des ménages n'a cessé de contribuer positivement à l'augmentation du non-emploi des ménages. Cependant, cette explication quoique non négligeable n'a pas un impact aussi fort que la polarisation sur l'ensemble de la période. Celle-ci, quelle que soit la conjoncture, contribue à une plus grande concentration de l'emploi au sein de certains ménages.

Ainsi, entre 1992 et 1997, le taux de non-emploi des ménages a progressé de 1,6 point, la conjoncture défavorable de l'emploi (qui contribue à + 0,5 point de la hausse) se combinant avec l'évolution de la structure des ménages (contribution de + 0,6 point) et avec la hausse de la polarisation de l'emploi (+ 0,5 point).

En revanche, entre 1997 et 2002, la conjoncture de l'emploi était plus favorable et aurait dû entraîner une baisse du taux de non-emploi des ménages de 1,8 point. Mais celui-ci n'a reculé que de 0,9 point sous les effets conjugués de l'évolution de la structure des ménages (+ 0,3 point) et de la hausse de la polarisation de l'emploi (+ 0,6 point).

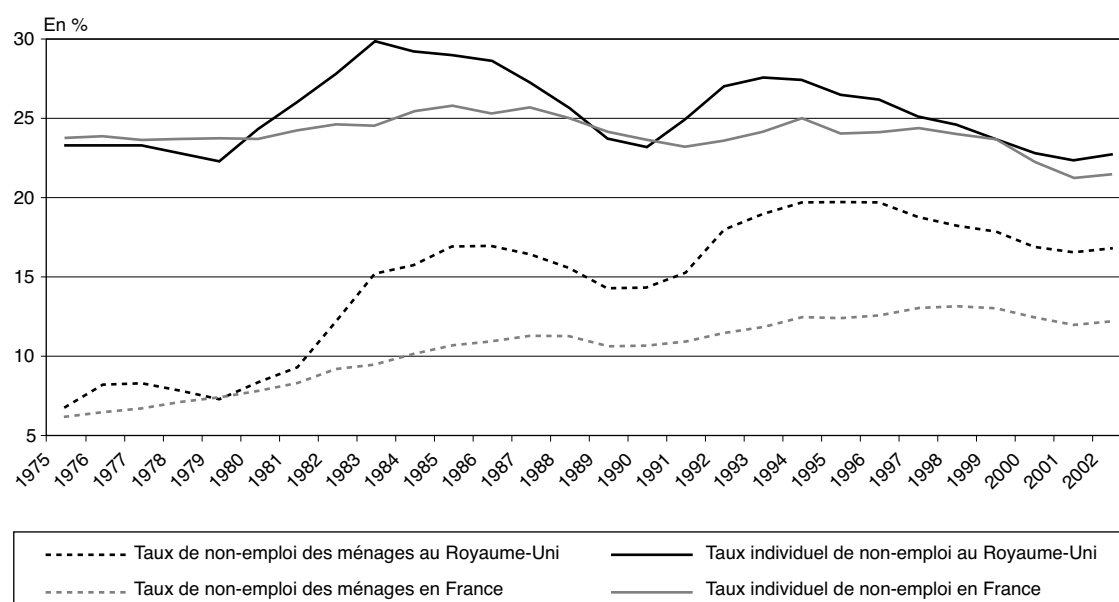
Comparaison franco-britannique : une tendance similaire

Au Royaume-Uni, entre 1975 et 2002, le taux de non-emploi individuel a, plus qu'en France,

varié de façon cyclique mais on n'observe pas clairement une tendance à la hausse ou à la baisse (cf. graphique XI). En revanche, le taux de non-emploi des ménages a doublé sur la même période. Cette progression, plus forte qu'en France, est également plus sensible aux cycles d'emploi. Alors que, jusqu'au début des années 1980, la situation des deux pays était comparable, à partir des années 1980, la situation des Britanniques vis-à-vis de l'emploi se dégrade nettement plus que celle des Français. Et lorsque au milieu des années 1980, la situation s'améliore du point de vue de l'emploi individuel, le taux de non-emploi des ménages d'outre-Manche continue de progresser. Au total, si les taux de non-emploi individuel dans les deux pays sont similaires en 2002, l'emploi est nettement mieux réparti au sein des ménages français (cf. graphique XII).

Gregg et Wadsworth (1996, 2001 et 2004) ont, par ailleurs, utilisé des taux de non-emploi individuel différenciés suivant le sexe, l'âge, le niveau d'éducation et la région afin d'étudier les facteurs explicatifs en s'affranchissant de l'effet de modification de structure de ces caractéristiques socio-démographiques au cours du temps. On obtient alors une mesure de la polarisation du non-emploi des ménages à structure par sexe, âge, niveau d'éducation et région constante. Sur les données britanniques, cette variante permet d'expliquer une partie de

Graphique XI
Répartition de l'emploi au niveau individuel et ménages en France et au Royaume-Uni



Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).
Sources : enquêtes Emploi, Insee ; Gregg et Wadsworth, Labour Force Survey.

la polarisation constatée, néanmoins il reste une partie inexplicée. Le taux de non-emploi des ménages britanniques est ainsi passé de 8,3 % à 16,9 % entre 1977 et 2000 ; le taux théorique passe lui de 8,5 % à 10,8 % (cf. encadré 4). On passe donc entre 1977 et 2000 au Royaume-Uni d'une polarisation de - 0,2 à + 6,1. À structure constante, si l'on prend en compte les caractéristiques individuelles, le taux théorique passe de 7,1 % à 11,6 %, la polarisation qui en découle passe donc de + 1,2 à + 5,3. Pris séparément, l'impact des régions ou encore de l'âge et du niveau d'éducation n'est pas très important. En revanche, les changements de taux d'emploi par sexe expliquent une partie de la progression de la polarisation. Cependant on constate toujours une partie non expliquée : la polarisation progresse toujours d'un peu plus de quatre points, seul un tiers de la progression initiale est donc expliqué par les évolutions socio-démographiques.

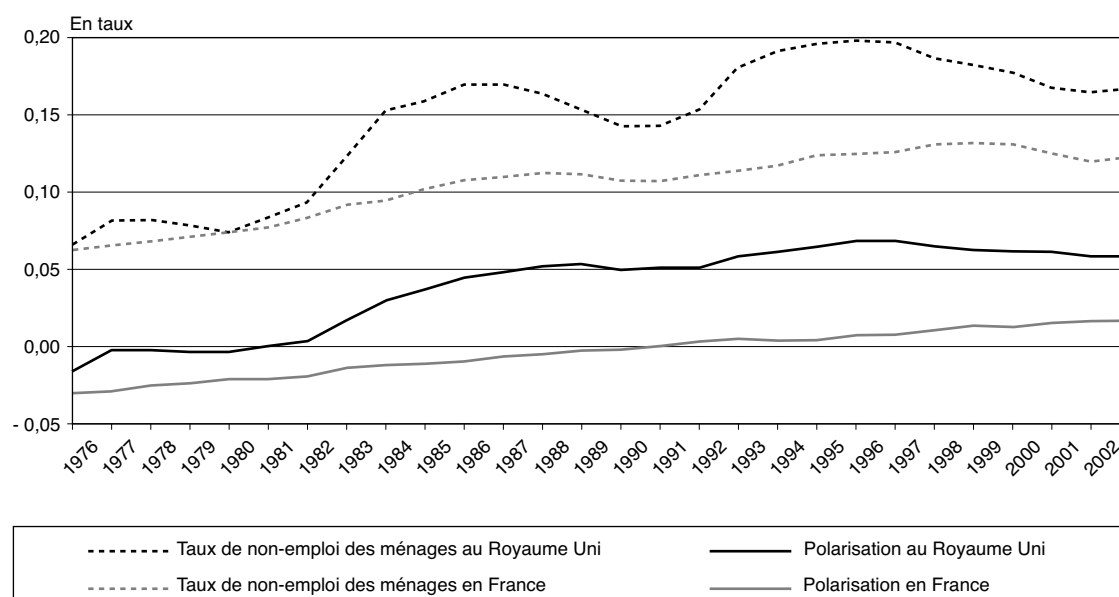
Pour les autres pays étudiés par Gregg *et al.* (2002) – Australie, Espagne, Allemagne et États-Unis –, on retrouve cette polarisation croissante de l'emploi. Les taux individuels de non-emploi ont baissé au cours des vingt dernières années mais pas les taux au niveau des ménages.

Leurs analyses permettent de constater que l'évolution de la composition des ménages vers

davantage de personnes seules contribue peu au nombre croissant de ménages sans emploi. La polarisation s'explique plus ou moins suivant les pays par des changements de concentration de l'emploi au sein de groupes socio-économiques aisément identifiables. Ainsi, cette approche explique la majeure partie de la progression des ménages sans emploi en Allemagne. Au Royaume-Uni ou aux États-Unis, il reste en revanche une polarisation résiduelle non négligeable.

La principale explication de la polarisation de l'emploi parmi les couples est que les nouveaux emplois iraient aux femmes vivant dans des foyers où il y a déjà un emploi plutôt que d'aller réduire le nombre de ménages sans travail. Ainsi, si la polarisation est négative en Espagne, c'est-à-dire que l'emploi y est très dispersé au sein des ménages, cela vient pour une grande part du modèle encore largement répandu chez les couples de la femme au foyer et l'homme au travail (sur les couples de 20 à 49 ans dont au moins un des membres travaille, seul l'homme travaille dans 43 % des cas). Aux États-Unis, on constate depuis le milieu des années 1990 une baisse de la polarisation. Encore une fois, cela peut être rapproché de la progression constatée sur cette période du nombre de femmes qui se retirent du marché du travail pour élever leurs enfants.

Graphique XII
Polarisation de l'emploi en France et au Royaume-Uni



Champ : ensemble des ménages ayant au moins un individu de 15 à 59 ans (ni étudiant, ni retraité).
Sources : enquêtes Emploi, Insee ; Gregg et Wadsworth, Labour Force Survey.

Selon Burniaux (1997), cette polarisation croissante de l'emploi dans la plupart des pays de l'OCDE explique une grande partie de l'accroissement des inégalités en termes de revenus. En particulier, il constate que, aux États-Unis ou au Royaume-Uni, pays où le chômage a le plus fortement diminué au début des années 1990,

les inégalités ont davantage augmenté que dans d'autres pays. Au-delà de facteurs traditionnels d'explication tels que la désindustrialisation ou l'inadéquation des qualifications, la distribution de l'emploi au sein des ménages semble donc jouer un rôle non négligeable pour expliquer les inégalités. □

BIBLIOGRAPHIE

Aerts A.-T. et Bigot J.-F. (2002), « Enquête sur l'emploi de mars 2002 », *Insee Première*, n° 857.

Afsa C. (1998), « L'allocation parentale d'éducation : entre politique familiale et politique pour l'emploi », *Insee Première*, n° 569.

Afsa C. et Buffeteau S. (2005), « L'évolution de l'activité féminine en France : une approche par pseudo-panel », *Document de travail*, Insee, n° G2005/02.

Brunet F., Goux D. et Thiesset C. (2001), « Le chômage au sein des ménages », *Insee Première*, n° 775.

Burniaux J.-M. (1997), « Inégalités et emplois : effet de redistribution lié à la structure familiale », in *Mondialisation, convergence et inégalité, Économie internationale – la revue du CEPPII*, la Documentation française, n° 71, pp. 101-134.

Chaleix M. (2001), « 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », *Insee Première*, n° 788.

Cristofari M.-F. et Labarthe G. (2001), « Des ménages de plus en plus petits », *Insee Première*, n° 789.

Djider Z. et Lefranc C. (1995), « Femme au foyer : un modèle qui disparaît », *Insee Première*, n° 403.

Drees (2000), « Mesurer les inégalités : de la construction des indicateurs aux débats sur les interprétations », *Collection MiRe*, Paris.

Échevin D. et Parent A. (2002), « Les indicateurs de polarisation et leur application en France », *Économie et Prévision*, n° 155, pp. 13-30.

Flipo A., Le Blanc D. et Laferrere A. (1999), « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », *Insee Première*, n° 649.

Gregg P. et Wadsworth J. (1996), « More Work in Fewer Households? », in Hills J. (éd.), *New inequalities*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 181-207.

Gregg P. et Wadsworth J. (2001), « Everything You Ever Wanted to Know about Measuring Worklessness and Polarisation at the Household Level but Were Afraid to Ask », *Oxford Bulletin of economics and statistics*, n° 63, pp. 777-806.

Gregg P., Scutella R., et Wadsworth J. (2002), « Reconciling Workless Measures at the Individual and Household Level. Theory and Evidence from the United States, Britain, Germany, Spain and Australia », *Working Paper*, CMPO, n° 02/053. Téléchargeable sur : <http://www.bris.ac.uk/cmpo/workingpapers/wp53.pdf>

Gregg P. et Wadsworth J. (2004), « Two Side to Every Story: Measuring the Polarisation of Work », *Discussion Paper series*, Royal Holloway College, University of London, n° 2004-03. Téléchargeable sur : <http://www.rhul.ac.uk/economics/Research/WorkingPapers/pdf/dpe0403.pdf>

Guillemot D., Petour P., Zajdela H. (2002), « Trappe à chômage ou trappe à pauvreté - Quel est le sort des allocataires du RMI ? », in *Économie des bas revenus*, *Revue économique*, vol. 53 n° 6, pp. 1235-1252.

Insee (1984), « La population de la France en 1982 - Les ménages et les familles », *Premiers résultats*, Insee, n° 14.

Jacquot A. (2002), « La demande potentielle de logements – L'impact du vieillissement de la population », *Insee Première*, n° 875.

Laroque G. et Salanié B. (1999), « Prélèvements et transferts sociaux : une analyse descriptive des incitations financières au travail », *Économie et Statistique*, n° 328, pp. 3-19.

- Lévy H. (1987)**, « Familles d'hier et d'aujourd'hui », *Écoflash*, CNDP et Insee, n° 21.
- Murat F. et Roth N. (2001)**, « Exploration autour des liens entre chômage et pauvreté », in *Les travaux de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale*, la Documentation française, pp. 41-49.
- Piketty T. (2005)**, « Impact de l'Allocation parentale d'éducation sur l'activité féminine et la fécondité en France », in *Histoires de familles, histoires familiales, les Cahiers de l'Ined*, n° 156, pp. 79-109.
- Pinet N. (1993)**, « La diversité familiale en question », *Écoflash*, CNDP et Insee, n° 83.
- Prioux F. (2005)**, « L'âge à la première union en France : une évolution en deux temps », in *Histoires de familles, histoires familiales, les Cahiers de l'Ined*, n° 156, pp. 201-221.
- Ravel C. (2005)**, « 1975-2002 : La part des ménages sans emploi a doublé », *Insee Première*, n° 998.
- Ravel C. (2006)**, « Une exploration du lien entre chômage individuel et chômage des ménages », in *Les travaux de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale*, la Documentation française, pp. 117-133.
- Redmond G. et Kattuman P. (2001)**, « Employment Polarisation and Inequality in the UK and Hungary », *Cambridge journal of economics*, vol. 25, n° 4, pp. 467-480.
- Robert-Bobée I. (2003)**, « Calendriers de constitution des familles et âges de fin des études », avec la participation de Mazuy M., *Document de travail*, Insee, n° F0308.
- Roussel L. (1986)**, « L'évolution récente de la structure des ménages dans quelques pays industriels », *Population*, n° 6, pp. 913-934, Ined.
- Salais R. (2004)**, « La politique des indicateurs. Du taux de chômage au taux d'emploi dans la stratégie européenne pour l'emploi (SEE) » in Zimmermann B. (dir.), *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 287-331.
- Salais R., Raveaud G. et Grégoire M. (2002)**, « L'évaluation de l'impact de la Stratégie Européenne pour l'Emploi – Thème 10 : Élaboration des politiques », *Étude pour la Dares*, IDHE, Paris.
- Shorrocks A. (1999)**, « Decomposition Procedures for Distributional Analysis: A Unified Framework Based on the Shapley Value », Essex University Economics Department, *mimeo*.
- Vanderschelden M. (2007)**, « Homogamie socio-professionnelle et ressemblances en termes de niveau d'études : constat et évolution au fil des cohortes d'unions », *Économie et Statistique*, n° 398-399, pp. 33-58.
- Villac M. (1983)**, « Les structures familiales se transforment profondément », *Économie et Statistique*, n° 152, pp. 39-53.
- Whitten P. (1998)**, « Les modes de vie évoluent », *Portrait social de l'Europe*, Eurostat.

SOURCE ET DÉFINITIONS

Source

Les résultats chiffrés proviennent des enquêtes annuelles sur l'emploi, réalisées entre 1975 et 2002 par l'Insee. Elles se déroulaient sur un mois généralement en mars de chaque année sauf pour les années du recensement. En 1975 et 1982, elles ont eu lieu en janvier, en 1990 et 1999 en avril.

La situation vis-à-vis de l'emploi d'une année donnée est ici observée en mars et est considérée comme la situation de l'ensemble de l'année même si elle n'est que passagère.

Définitions

L'étude concerne les ménages dans lesquels au moins une personne est *susceptible de travailler* : elle a entre 15 et 59 ans, n'est ni scolarisée ni à la retraite. Par convention, cette étude s'intéresse aux individus à partir de 15 ans même si, légalement, les personnes susceptibles de travailler doivent être âgées de 16 ans ou plus. Néanmoins, la plupart des personnes de 15 ans étant en formation, elles ne font pas partie du champ étudié.

Au-delà de 60 ans, la notion d'inactivité est plus complexe à cerner (quelqu'un qui a été inactif toute sa vie ne sera jamais retraité par exemple). De plus, les ména-

ges sont souvent des ménages atypiques, composés par exemple d'un enfant en âge de travailler, d'un père retraité et d'une mère inactive.

On a distingué plusieurs *types de ménages* : personne seule, famille monoparentale, couple avec/sans enfant(s), autres. Un ménage, au sens statistique, est défini comme l'ensemble des occupants d'un logement, qu'ils aient ou non des liens de parenté. Ils ne partagent pas forcément leurs ressources. Les enfants ne sont plus considérés comme tels au-delà de 25 ans. De plus, cette typologie privilégie la famille de la personne de référence du ménage. Que cette famille vive seule (c'est le cas en général) ou cohabite avec des personnes isolées ou une autre famille, la typologie utilisée ne sépare pas ces cas et ne décrira que la famille de la personne de référence.

La *personne de référence du ménage* est déterminée à partir de la structure familiale du ménage et des caractéristiques des individus qui la composent. Il s'agit le plus souvent de la personne de référence de la famille quand il y en a une, c'est-à-dire l'homme du couple ou le parent de la famille monoparentale, ou de l'homme le plus âgé, en donnant priorité à l'actif le plus âgé.

Le *niveau de diplôme* du ménage est déterminé en fonction du niveau de diplôme de la personne de référence du ménage. En raison de problèmes de codage sur les années 1975-1977, la première année commentée pour cette partie est 1978.

APPLICATION DE L'INDICATEUR DE POLARISATION À UN CAS TYPE

Afin de mieux appréhender la signification du signe de l'indicateur de polarisation, cette annexe se propose de l'illustrer sur une population fictive. Néanmoins, pour simplifier les ratios présentés, cette population n'est en rien représentative de la population française.

Une polarisation nulle correspond à une répartition aléatoire de l'emploi au sein des ménages. Dans ce cas, le taux de non-emploi des ménages ne dépend pas du type de ménage ou des caractéristiques de celui-ci mais uniquement du taux d'emploi individuel. Dans l'exemple ci-dessous le taux de non-emploi pour chaque type de ménage est proche du taux de non-emploi théorique. Étant donnée la faible taille de l'échantillon présenté, les taux demeurent néanmoins distants mais en population réelle les taux empiriques se rapprocheraient des taux théoriques.

Une polarisation positive correspond à une concentration des emplois au sein des mêmes ménages. Dès lors, la probabilité pour un individu d'avoir un emploi est plus élevée si d'autres individus du ménage ont déjà un emploi. Dans l'exemple ci-dessous, sept ménages sont sans emploi soit près de 60 % d'entre eux alors que le taux de non-emploi théorique des ménages est de 33 % (cf. schéma).

Une polarisation négative correspond à une dispersion de l'emploi. Pour un individu appartenant à un ménage avec déjà un autre emploi, la probabilité d'avoir un emploi est plus faible que le taux d'emploi individuel. Dans l'exemple ci-dessus, seul un ménage est sans emploi soit 8 % alors que le taux de non-emploi théorique des ménages est de 33 %.

Schéma

Répartition de l'emploi et calcul de polarisation sur cas type

Cas n° 1 : Polarisation nulle : le taux de non-emploi pour chaque type de ménages est proche du taux théorique

emploi	emploi	emploi	emploi
emploi	emploi		

Taux non-emploi empirique : 0 %

Taux non-emploi théorique : 0,53 soit 12,5 %

emploi	emploi
	emploi

Taux non-emploi empirique : 0 %

Taux non-emploi théorique : 0,52 soit 25,0 %

emploi	emploi				
--------	--------	--	--	--	--

Taux non-emploi empirique : 4/6 soit 67 %

Taux non-emploi théorique : 0,5 soit 50,0 %

Taux de non-emploi des ménages : 4/12 soit 33,3 %

$$\text{Polarisation} = 4/12 \cdot (0 - 0,53) + 2/12 \cdot (0 - 0,52) + 6/12 \cdot (4/6 - 0,5) = 0$$

Cas n° 2 : Polarisation positive : le taux de non-emploi pour chaque type de ménages est supérieur au taux théorique

emploi	emploi	emploi	
emploi	emploi	emploi	
emploi	emploi		

Taux non-emploi empirique : 1/4 soit 25 %

Taux non-emploi théorique : 0,53 soit 12,5 %

emploi	
emploi	

Taux non-emploi empirique : 1/2 soit 50 %

Taux non-emploi théorique : 0,52 soit 25,0 %

emploi					
--------	--	--	--	--	--

Taux non-emploi empirique : 5/6 soit 83 %

Taux non-emploi théorique : 0,5 soit 50,0 %

Taux de non-emploi des ménages : 7/12 soit 58,3 %

$$\text{Polarisation} = 4/12 \cdot (1/4 - 0,53) + 2/12 \cdot (1/2 - 0,52) + 6/12 \cdot (5/6 - 0,5) = 0,25$$

Cas n° 3 : Polarisation négative : le taux de non-emploi pour chaque type de ménages est inférieur au taux théorique

emploi	emploi	emploi	emploi

Taux non-emploi empirique : 0 %

Taux non-emploi théorique : 0,53 soit 12,5 %

emploi	emploi

Taux non-emploi empirique : 0 %

Taux non-emploi théorique : 0,52 soit 25,0 %

emploi	emploi	emploi	emploi	emploi	
--------	--------	--------	--------	--------	--

Taux non-emploi empirique : 1/6 soit 17 %

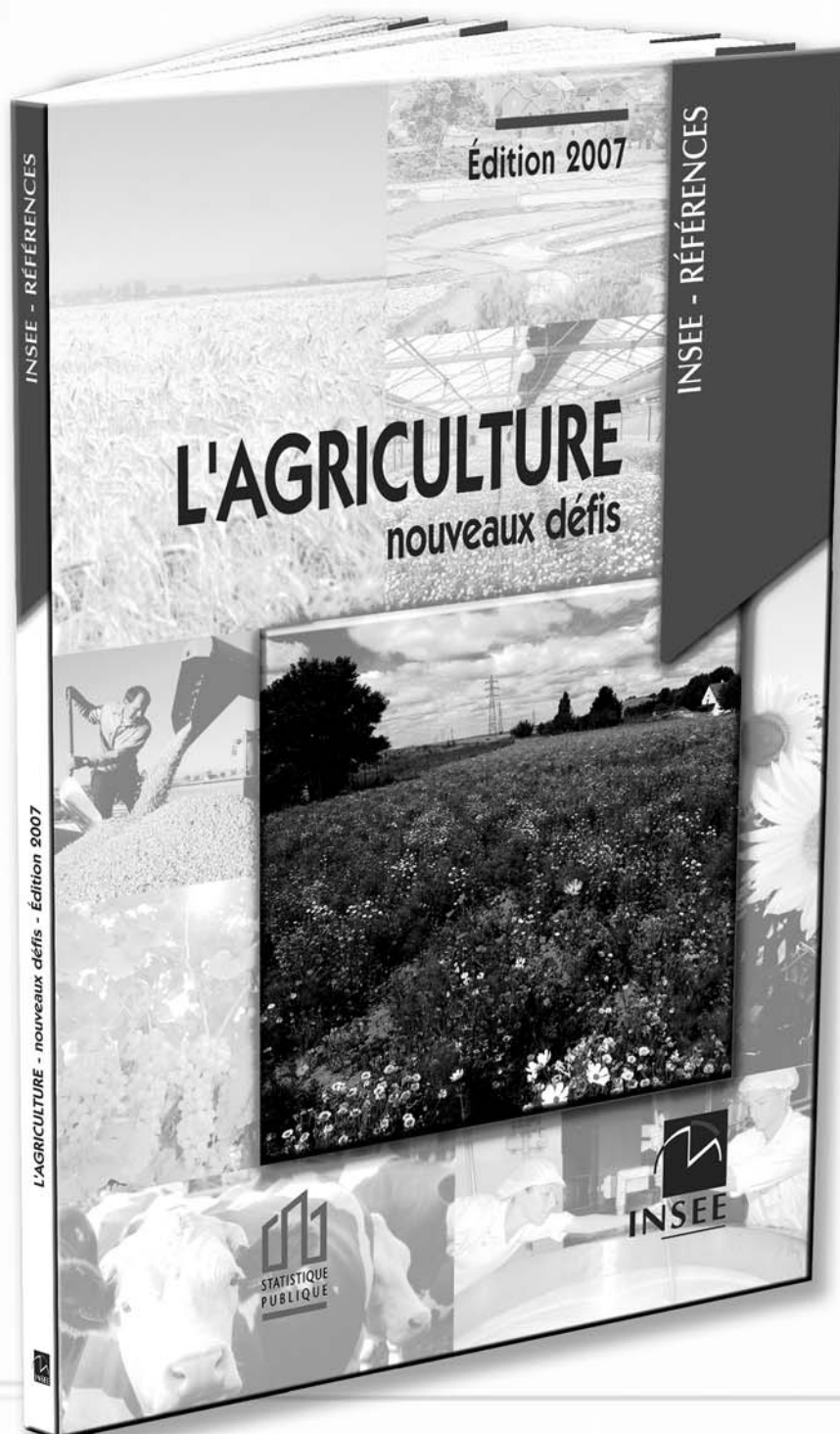
Taux non-emploi théorique : 0,5 soit 50,0 %

Taux de non-emploi des ménages : 1/12 soit 8,3 %

$$\text{Polarisation} = 4/12 \cdot (0 - 0,53) + 2/12 \cdot (0 - 0,52) + 6/12 \cdot (1/6 - 0,5) = -0,25$$

Lecture : la population est composée de 12 ménages (4 de 3 personnes, 2 couples, 6 personnes seules) soit 22 individus. Le taux non-emploi individuel est de 50 % soit 11 personnes sans emploi.

Les enjeux de l'agriculture française



- Des dossiers sur l'agriculture française dans l'Europe et dans le monde, la Pac, l'environnement, les agriculteurs...
- Des données chiffrées sur les revenus, les financements, les productions...

En vente en librairie,
à l'Insee et sur www.insee.fr

15 € - Collection Insee-Références


INSEE